



BILAN GUERRE EN UKRAINE: SANS RÉVEIL OCCIDENTAL, L'UKRAINE VA PERDRE LE CONFLIT

Par Pierre CLAIRE, Directeur adjoint des études du Millénaire
William THAY, Président du Millénaire



AVANT-PROPOS

Alors que nous nous approchons du deuxième anniversaire du début de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, jamais la Russie n'a semblé être autant en position de force dans ce conflit. Pour autant, cet avantage ne semble pas être au point d'être aussi décisif afin de pouvoir ni mettre un terme à ce conflit ni accomplir les objectifs de guerre du président russe. Ce dernier a déclenché une opération spéciale le 24 février 2022 afin de répondre à deux grands objectifs. Le premier devait permettre de venir en secours aux peuples russophones « persécutés ». Le second objectif devait conduire à la « dénazification et la démilitarisation » de l'Ukraine.

À l'heure actuelle, Vladimir Poutine a accompli partiellement l'un des deux objectifs en annexant une partie des territoires de Donetsk et de Louhansk ainsi que les territoires permettant de créer un chemin terrestre vers la Crimée. Toutefois, cet objectif n'est pas complètement accompli puisque l'armée russe ne contrôle que partiellement ces territoires. Il pourrait ainsi s'agir d'un objectif majeur pour l'année 2024 pour le chef du Kremlin. De plus, le second objectif visant à « dénazifier et démilitariser l'Ukraine » n'est pas réalisé puisqu'il nécessitait que le régime de Zelensky soit renversé et que l'Ukraine soit neutralisée ou « finlandiser ». Cette option n'est que peu probable à court terme.

La guerre en Ukraine a connu de nombreux rebondissements depuis le 24 février 2022 mais les derniers événements sont plutôt défavorables à Volodymyr Zelensky. D'abord, le soutien occidental envers Kiev n'a jamais été autant remis en cause. D'un côté, les opinions publiques marquées par une crise économique et une inflation record se préoccupent davantage de la fin du mois que de la fin de l'Ukraine. De l'autre côté, les dissensions politiques entre Kiev et ses alliés alimentent la méfiance au sein de la coalition. Ainsi, on observe une division à la fois au sein de la coalition occidentale mais également dans chacun des pays concernés.

Il faut également ajouter que de nouveaux paramètres se sont introduits depuis le début du conflit. Tout d'abord, l'émergence de nouveaux fronts avec le conflit entre Israël et le Hamas tout comme celui de Taiwan qui attirent également l'attention de l'Occident. Ensuite, les hypothèses initiales ne se sont pas totalement confirmées. D'un côté, la résistance de l'économie occidentale comme de son aide n'a pas été totalement au rendez-vous. De l'autre côté, la Russie a mieux résisté que prévu aux différentes sanctions, menaces internes et effondrement de son appareil militaire et administratif.

Les échecs de la contre-offensive et les positions tranchées de Volodymyr Zelensky ainsi que Vladimir Poutine laissent imaginer la perspective d'un conflit long et usant. À ce titre, les gouvernants et leurs citoyens font davantage preuve de lassitude alors que la perspective d'une victoire de l'Ukraine à travers la reconquête des territoires perdus depuis 2014 s'éloigne.

À ce titre, l'équipe du Millénaire s'est penché sur les différentes possibilités pour la suite du conflit en posant un diagnostic clair : l'Ukraine ne pourrait pas l'emporter sans l'aide occidentale. Cela nous a conduit à dresser quatre options classées par ordre de probabilité : une guerre longue confirmant la « coreanisation » du conflit (1), une offensive russe d'ampleur pour élargir ses conquêtes territoriales ainsi que de neutraliser l'Ukraine pour en faire une seconde Biélorussie (2), l'ouverture de négociation pour trouver une issue diplomatique au conflit (3), une inversion du rapport de force par un soutien occidental massif permettant à l'Ukraine de remporter ce conflit et revenir aux frontières de 1991 (4).

AVANT-PROPOS	2
<i>Bilan de l'année 2023.....</i>	<i>5</i>
Une Contre-offensive qui a échoué	5
La Coréanisation de cette guerre	10
Une guerre loin d'être moderne, mais avec un usage technologique jamais vu.....	13
La fatigue occidentale : Le conflit Israël-Hamas peut-il avoir un impact ?	16
<i>Option 1 : Une guerre de position encore longue qui vérifie notre hypothèse de coréanisation du conflit</i>	<i>18</i>
L'hiver : Avantage non négligeable pour les Russes.....	18
Poutine sait que l'année 2024 est charnière et il joue la montre	20
Rien ne laisse présager un changement de paradigme.....	22
<i>Option 2 : Une offensive russe pour prendre le contrôle du pays</i>	<i>24</i>
La Russie possède l'avantage	24
Mais il est peu probable que l'Ukraine et la Communauté internationale l'acceptent.	26
Poutine veut faire de l'Ukraine une seconde biélorussie	28
<i>Option 3 : Une négociation et la cession de territoires par l'Ukraine.....</i>	<i>30</i>
Si négociation il y a, alors ce sera à l'avantage de la Russie.....	31
Mais une résistance ukrainienne qui a pu surprendre	34
Un changement de régime en Ukraine serait nécessaire	35
Des événements extérieurs pourraient conduire l'Ukraine et la Russie à négocier.....	38
<i>Option 4 : un soutien occidental massif pour inverser le cours du conflit.....</i>	<i>43</i>
Impossible sans l'Aide occidentale	44
Une aide occidentale accentuée est nécessaire.....	45
Cela implique un changement de régime en Russie	47
CONCLUSION.....	51

BILAN DE L'ANNEE 2023

Ce 24 février 2024, la guerre en Ukraine arrive à ses deux années de conflit. Cela constitue un triple événement historique. Tout d'abord, cela fait deux ans que la Russie occupe environ 18% du territoire ukrainien, soit une surface supérieure à celle de la Bulgarie ou du Portugal. Il s'agit d'une situation inédite pour la Russie et son voisinage depuis la fin de l'URSS en 1991. De plus, la guerre en Ukraine devrait devenir cette année le deuxième conflit le plus long de la Russie post-URSS, dépassant les trois guerres en Géorgie/Ossétie ainsi que la première guerre de Tchétchénie. Ainsi, cela ancre la sensation d'état de guerre permanente en Russie avec des incidences inévitables sur son opinion publique. Enfin, il s'agit des 10 ans de l'annexion de la Crimée et du protocole de Minsk qui avait entrouvert en 2014 une résolution des différends territoriaux entre les deux nations. Seulement, force est de constater que le bilan de cette année 2023 est aux antipodes d'une résolution du conflit, les deux nations étant dans une impasse.

UNE CONTRE-OFFENSIVE QUI A ECHOUÉ

Alors que la contre-offensive ukrainienne lancée en juin dernier avait généré de grands espoirs chez les Occidentaux, **force est de constater que celle-ci a été un échec**. En effet, avant le début de la contre-offensive ukrainienne **la Russie occupait 17,5% du territoire ukrainien** (contre plus de 20% en mars 2022, au plus fort de son avancée)¹ et les choses n'ont pas changé depuis, les rapports de force restant semblables.

¹ [Guerre en Ukraine : sur un front quasi figé, les maigres gains territoriaux de Kiev sont grignotés ailleurs par la Russie](#), Le Monde, Les décodeurs, 12 février 2024, republication de l'article du 5 janvier 2023.

L'avancée russe s'était faite au prix de combats longs et sanglants comme à Bakhmout, ville qui fut reprise après des mois de combats grâce notamment à la Milice Wagner. Ces difficultés russes, couplées à la passivité de l'armée ukrainienne qui attendait la fin de l'hiver pour lancer sa contre-offensive, faisait penser que Kiev n'aurait pas de mal à reprendre de nombreux kilomètres carrés à la Russie. L'armée ukrainienne qui venait de recevoir des chars de fabrication occidentale ainsi que du matériel plus sophistiqué et de l'armement moderne attendait le meilleur moment pour fondre sur l'armée russe que l'on disait affaiblie et incapable d'avancer. La révolte menée par Evgueni Prigoutine qui promettait de rejoindre Moscou avec sa milice Wagner laissait penser que les divisions internes en Russie donneraient un avantage certain à l'Ukraine.

Pourtant il n'en fut rien, la révolte de Prigoutine fut facilement matée, et son leader mourut dans des circonstances étranges durant l'été. L'armée russe, que l'on disait faible et incapable de tenir le coup avec ces affrontements de haute intensité faisait pâle figure. Par exemple, **les troupes d'élites russes, les célèbres Spetsnaz qui étaient redoutés dans le monde entier ont été durement touchées en Ukraine (on estime les pertes à 90 voire 95% avant le début de la contre-offensive²)**. Pourtant Poutine a pu reprendre le dessus et faire respecter son autorité.

Les espoirs en la contre-offensive ukrainienne étaient grands, pourtant les armes occidentales n'ont pas aidé à modifier durablement le rapport de force. Ainsi, **l'armée ukrainienne n'a repris que 200 kilomètres carrés depuis juin et la Russie reste dans une position favorable, alors que l'hiver pointe à nouveau le bout de son nez.**

Cet échec ukrainien peut s'expliquer par deux facteurs :

² [Guerre en Ukraine : les troupes d'élite russes décimées. « des brigades ont perdu entre 90% et 95% de leurs hommes »](#), Midi Libre, 16 avril 2023.

Tout d'abord, la Russie domine les airs alors que depuis que l'avion est utilisé pour mener des guerres, le pays qui prend l'ascendant dans les airs dispose toujours d'un avantage certain. En effet, maîtriser les airs permet d'appuyer les troupes au sol et l'Ukraine n'a jamais été en mesure de contrer la puissance russe sur ce plan. Les armes occidentales, aussi perfectionnées et efficaces soient-elles (on peut parler du canon CAESAR français par exemple) n'ont pas permis de renverser la table. L'armée de l'air ukrainienne restait inoffensive, avec quelques avions MIG datant de l'air soviétique.

Deuxièmement, **le plan ukrainien était voué à l'échec**. En effet, le plan de l'armée ukrainienne était de percer les défenses russes au sud au niveau de Bakhmout pour ainsi rejoindre Marioupol. Cette stratégie visait à couper les forces russes en deux, pour empêcher tout ravitaillement et casser le « pont terrestre » reliant la Russie à la Crimée. En accompagnant cela de la destruction du pont de Crimée (ou pont de Kerch), l'objectif était clairement d'isoler les forces russes de Crimée, qui faute de soutiens seraient à la merci des Ukrainiens. Volodymyr Zelensky voyait la reprise de la Crimée, occupée depuis 2014, comme l'événement qui permettrait à Kiev de marquer les esprits et de prendre l'ascendant. En effet, **cela aurait constitué un coup d'éclat alors que Vladimir Poutine prépare la célébration des 10 ans de l'annexion de la Crimée**.

Ce ne fut pas le cas car ce plan était mal conçu. Il n'a pas pris suffisamment en considération trois facteurs : la constitution d'un collier de bases russes dans les villes prises lors de l'offensive terrestre de 2022, les difficultés de la prise en mains du matériel militaire ainsi que la sécurisation de son flanc Nord.

Comprendre cette erreur stratégique de Volodymyr Zelensky est capital pour identifier les perspectives du conflit. En effet, le conflit entre l'Ukraine et la Russie s'est stabilisé autour de 4 fronts comme le présente la carte ci-dessous : un front Nord-Est, un front Centre-Est, un Front Sud et un front Sud-Ouest.



La contre-offensive ukrainienne s'est portée sur les points 2 (Donesk) et 3, (Zaporijjia) où se situent les bases de ravitaillement et de renouvellement des troupes russes. Seulement, ce plan n'a pas pris en compte les défenses russes bien plus solides que prévu (1). En effet, **la Russie avait eu le temps de construire des défenses solides qui ont très bien résisté aux avancées ukrainiennes.** Les troupes ukrainiennes ont eu à affronter sur une profondeur inédite un collier de bases militaires intense. En effet, la zone de Zaporijjia est défendue par la ligne Sourovikine, dont la profondeur est de deux lignes alternant tranchées antichars et dents de dragon. Sur ces lignes, **les bases russes sont espacées de 5 kilomètres entre les villes de Donesk et Zaporijjia alors qu'elles ne le sont en moyenne que de 30 kilomètres dans les autres zones du conflit.** Ce rapport de 1 à 6 nécessitait pour les Ukrainiens de disposer d'un matériel très conséquent, d'où le fait que le succès de la contre-offensive ukrainienne dépendait quasi-exclusivement de la livraison des équipements occidentaux, notamment des chars résistants aux mines. Or, **les équipements occidentaux fournis récemment et censés donner l'avantage à l'Ukraine n'ont pas servi de détonateurs comme**

attendu (2), car il faut bien signaler que maîtriser des chars ou équipements sophistiqués requiert de longs mois et il était illusoire de penser que l'Ukraine serait capable de s'en servir correctement après seulement quelques mois. Enfin, **il faut signaler que le plan de l'Ukraine était loin d'être parfait et a entraîné l'armée à se découvrir sur certains points, notamment au Nord-Est (3)**, ce que les Russes ont utilisé à leur profit. Il ne faut pas oublier que le front de cette guerre couvre plus de 1 000 kilomètres, soit la distance entre Lille et Perpignan. Ainsi, les Ukrainiens se sont découverts sur les fronts 1 et 4 de la carte. Pourtant, **il s'agit également de points vitaux et stratégiques pour l'Ukraine, surtout au Nord-Est. En effet, la zone de Bakhmut est le front le plus proche de la route vers Kiev**. Ainsi, lorsque Vladimir Poutine relance les opérations militaires à partir de la fin octobre 2023 dans la région de Bakhmout, les Ukrainiens sont contraints à la prudence. C'est pourquoi les responsables militaires russes n'ont pas hésité à maintenir un engagement militaire et humain important à Bakhmout car une victoire totale sur ce front leur ouvre la route de Kiev.

Cette erreur stratégique ukrainienne ne signifie pas que tout était négatif même sans avoir percé les défenses russes. Alors que la marine ukrainienne est presque inexistante, et ce depuis 2014 et la prise de la Crimée et du port de Sebastopol, **les Ukrainiens ont été capables d'ouvrir un nouveau front sur mer et inquiéter la marine russe, ce qui est admirable**. En effet, grâce à l'utilisation de drones aériens ou navals ils ont été capable d'infliger de lourdes pertes à la Russie en coulant par exemple certains navires ou en détruisant certaines infrastructures capitales. Pour autant la marine ukrainienne reste proche du néant, ne comptant que certains navires postés à Odessa et malgré ces quelques états de service (qui pourraient être répétés avec l'introduction de drones sous-marins) on voit mal comment ces exploits pourraient avoir des répercussions d'envergure.

Faute de résultats probants, la contre-offensive a été stoppée par Kiev. Le chef d'état-major de l'armée ukrainienne a donné une interview morose au journal britannique *The Economist* avouant que l'action ukrainienne avait

été un échec. En conclusion, la situation à Kiev est pour le moins morose ce qui ne présage rien de bon pour la suite des opérations.

LA COREANISATION DE CETTE GUERRE

Comme nous l'annoncions il y a quelques mois, **la guerre en Ukraine s'est muée en guerre de position et le front s'est gelé**. Ce qui peut ressembler à la situation que nous connaissons en Corée depuis la fin de la guerre de Corée, alors qu'officiellement le conflit entre les deux nations n'est toujours pas résolu, ce qui en fait le dernier conflit de la guerre froide n'ayant pas connu d'issue.

Durant les derniers mois, l'évocation de l'utilisation par la Russie de l'arme nucléaire a inquiété dans le monde et rappelé les heures les plus sombres de la guerre froide, par exemple quand l'armée américaine menaçait de faire usage de la force nucléaire en Corée. Il faut se rappeler que les États-Unis, par la voix du général Mac Arthur avaientt annoncés souhaiter l'usage d'armes nucléaires dans la péninsule coréenne en annonçant un nombre surévalué de soldats chinois, ce qui correspond pour les deux points à la communication du Kremlin. Comme nous l'avons dit ce conflit est gelé et les avancées de chacun des camps ne se font qu'au compte-goutte, à coup de quelques kilomètres carrés. **Les avancées massives que nous avons pu voir durant la première phase du conflit (jusqu'à l'été 2022) ne sont plus d'actualité** et il semble illusoire de penser qu'un des belligérants puisse effectuer une percée massive.



Five Places Russia Is Fighting to Break Through Ukrainian Lines³

Cette carte réalisée par les géopolitologues, Marc Santora, Scott Reinhard, et Josh Holder permet d'illustrer **à nouveau le basculement du conflit d'une guerre de mouvement à une guerre de position**. En effet, alors que l'on pensait que la contre-offensive ukrainienne ainsi que le nouvel assaut russe dans la zone de Bakhmut auraient pu redonner de la mobilité à une guerre qui se figeait, la conclusion des combats depuis la fin de l'année 2023 se résume aux zones roses, principalement autour d'Avdivka que les Russes ont repris il y a quelques jours. Si les gains territoriaux sont minimes, la prise de la ville est une victoire stratégique pour la Russie. En effet, d'une part, **elle sécurise la ville de Donesk** (une des deux cibles de la précédente contre-offensive ukrainienne) et d'autre part, **elle améliore le moral des troupes russes au détriment de celui des troupes ukrainiennes**. En effet, la bataille de la ville d'Avdivka montre aux Russes que lorsque la Grande Russie se donne les moyens (ici, rassembler 50 000 hommes), elle peut encore obtenir

³ Five Places Russia Is Fighting to Break Through Ukrainian Lines, The New York Times, 17 février 2024.

des succès militaires. De ce fait, les militaires Ukrainiens pourraient avoir aujourd'hui le sentiment d'être condamnées à perdre.

D'une guerre de mouvement, nous sommes passés à une guerre de position, avec des affrontements durs et meurtriers. Face à cette fixation du front, les deux camps ont choisi le durcissement en s'attaquant par exemple aux capacités de repli de l'adversaire. Cela passe par de nombreuses livraisons d'armes à l'Ukraine ou par une accentuation des moyen humains et techniques en Russie.

Comme depuis le début du conflit, **Poutine et Zelensky se sont montrés opposés à toute négociation avec l'autre se qui a rendu toute paix impossible.** Dernièrement, la Russie prétend être ouverte à une paix à ses conditions, mais cela ne semble être qu'un effet de communication car ils savent que jamais le Président ukrainien n'acceptera de traiter avec ceux qu'il continue à traiter de terroristes. **La Russie use de stratagème pour redorer son image auprès de certains pays du Sud qui ne veulent prendre position dans ce conflit.** Ainsi il diabolise l'Ukraine et Zelensky, qui pourraient être vus comme responsables de la guerre.

Aucune des deux parties-prenantes ne veut négocier.

Le président ukrainien reste persuadé que l'Ukraine sera en mesure de l'emporter et chasser les Russes de son territoire pour revenir aux frontières de 1991. Ces frontières ont été reconnues en 1994 par la Russie en échange du renoncement de l'Ukraine à l'arme nucléaire et la restitution de celles-ci à la Russie. Pour Zelensky la Russie ne respecte pas ses engagements, ce qui prouve encore une fois qu'il est impossible de négocier avec Poutine.

Pour Vladimir Poutine, il est inconcevable de reculer tant celui-ci reste attaché aux territoires annexés et rattachés à la Fédération de Russie. Ces territoires sont à majorité russophone et il est intervenu pour les soutenir et les sortir de l'emprise de Kiev. Ainsi, en plus de la Crimée qui a été annexée en 2014, il s'est montré inflexible sur le cas des 4 oblasts annexés qui doivent

faire partie intégrante de la Russie : les oblast de Louhansk, Donetsk, Zaporijjia et Kherson.

La résistance ukrainienne héroïque depuis le mois d'octobre, alors que l'armée manque de munitions et d'hommes, laisse penser que cette guerre peut encore durer longtemps. Malgré la poussée russe depuis octobre, l'armée de Poutine n'a repris que 140 mètres carrés et perdu beaucoup d'hommes.

Sauf changement et renversement important, il semblerait que ce statu quo se maintienne. **La relative fatigue occidentale et l'amoindrissement de l'aide ne devraient pas permettre à l'Ukraine de prendre le dessus**, surtout si la victoire de Trump se concrétise et s'il peut imposer ses thèmes. Du côté russe, la situation actuelle peut convenir et sauf déferlante extraordinaire, il ne semble pas que cela change.

UNE GUERRE LOIN D'ÊTRE MODERNE, MAIS AVEC UN USAGE TECHNOLOGIQUE JAMAIS VU

Une grande erreur fut de penser que la guerre qui avait éclaté en Ukraine était une guerre moderne et d'une nouvelle génération. Tout cela a poussé les différents belligérants et les Occidentaux à penser qu'il faudrait envisager des stratégies différentes et que cette guerre serait dominée par l'utilisation de moyens modernes et technologiques. En opposition à la pensée « classique », les combats au sol étaient vus comme secondaires alors que l'on pensait qu'ils ne seraient pas d'une importance capitale. Bien mal nous en a pris, **alors que cette guerre s'est muée en guerre de position qui se rapproche davantage de la première guerre mondiale que de la guerre moderne imaginée par certains.**

En 1989, l'auteur conservateur américain William S. Lind a introduit **l'idée de quatrième génération de guerre, pour signifier le retour de celle-ci à une forme décentralisée qui tranchait avec les guerres du passé.** Les frontières entre la guerre et le politique ne sont plus aussi clairs dans cette forme de

conflit et **la guerre n'est plus exclusivement menée par des soldats, mais aussi par des groupes de guérilla ou des organisations paramilitaires.** Dans son étude il en a profité pour décrire les autres générations de guerre. La première est définie comme l'affrontement de grandes masses de soldats sur les champs de bataille en ligne ou colonne. La deuxième, dont la principale occurrence est la première guerre mondiale, est une génération que l'on peut assimiler à la guerre industrielle, avec des mitrailleuses mais toujours des soldats affiliés à un état. La troisième donne une grande importance à la vitesse, avec l'utilisation de véhicules blindés et avions, elle marque la fin de la guerre linéaire. C'est cette classification qui sert encore de référentiel lorsque nous parlons de guerre.

Mais depuis le début du XXI^{ème} siècle, des débats existent pour savoir si nous ne serions pas entrés dans une nouvelle phase de l'histoire militaire et si une nouvelle génération n'avait pas vu le jour. **La cinquième génération de guerre fut introduite afin de définir une guerre d'un nouveau genre, où la force militaire et l'usage de moyens conventionnels ne sont pas les plus importants.** Une grande place est donnée aux cyberattaques, à la guerre d'information ou à l'intelligence artificielle. En 2013, Valeri Guerassimov, chef d'État-Major des forces armées de la Fédération de Russie (et accessoirement à la tête de l'opération spéciale en Ukraine depuis janvier) a abordé la prépondérance des actions non militaires, principalement le contrôle de l'information, sur les actions conventionnelles dans la guerre moderne.

Lors de l'annexion de la Crimée ou la guerre dans le Donbass en 2014, **l'armée n'a pas joué un rôle prépondérant et c'est par le biais de l'information et la subversion politique que les Russes sont parvenus à leurs fins.** Ces exemples récents ont pu laisser penser que l'Ukraine marquait véritablement une transition et que la guerre de nouvelle génération y était née, mais il n'en est rien. En effet, **les affrontements entre les deux belligérants sont conventionnels et on observe le front se figer tant aucun camp ne parvient à prendre l'avantage sur le champs de bataille.** Les Russes, convaincus que Guerrassimov avait vu juste ont décidé

d'appréhender cette guerre en pensant que les moyens traditionnels suffiraient. Cette méprise a expliqué l'échec russe des premiers mois, alors qu'ils se sont confrontés à la féroce résistance ukrainienne.

La guerre en Ukraine peut faire penser à la Première guerre mondiale et **les promesses de livraisons d'avions, les livraisons de chars d'assaut et d'armes modernes à l'Ukraine n'ont pour le moment pas fait basculer ce conflit vers la troisième génération de guerre.** Malgré les recommandations occidentales l'armée de Kiev n'a pas choisi la rapidité et les livraisons d'avions F-16 ne devraient pas changer cela. Pire, devant une contre-offensive battant de l'aile les généraux ukrainiens ont décidé de revenir à des stratégies militaires traditionnelles et de rompre avec les techniques modernes que les Occidentaux leurs avaient enseigné au grand dam de ceux-ci. **L'Ukraine n'est donc pas représentative du futur de la Guerre, cela ressemble plutôt à ce qui aurait pu se passer si la Guerre Froide s'était réchauffée dans les années 1980.**

Si nous devons catégoriser cette guerre et la décrire, nous pourrions dire que c'est comme si la Guerre froide avait éclaté. Les technologies sont certes plus avancées que durant l'époque où Américains et Soviétiques s'opposaient, mais on peut imaginer que si la guerre entre les deux blocs avait éclaté, elle aurait ressemblé à ce que nous voyons actuellement.

Pourtant à travers le conflit ukrainien nous disposons d'indices et d'aperçus de ce à quoi le futur de la Guerre pourrait ressembler. Les deux camps font usage de drones qui permettent de mieux appréhender les positions adverses et de frapper efficacement sans faire courir de risques à des soldats. Face à la marine Russe toute puissante, **l'Ukraine a décidé de mener une guerre asymétrique grâce à des drones navals et dans un futur proche des drones sous-marins autonomes**, ce qui donne des idées à beaucoup de pays. Nous voyons sur le terrain l'efficacité des missiles anti-char et anti-aérien et autres systèmes de défense sol-air, en mer les drones navals constituent un véritable poison pour la marine russe. Enfin, l'utilisation en masse de l'information avec les réseaux sociaux et l'importance de la

connectivité et de la communication caractérisent cette guerre. Ainsi nous pouvons suivre cette guerre en temps réel et les deux parties communiquent à foisons sur l'avancée du conflit et parfois tentent ainsi de manipuler l'opinion.

LA FATIGUE OCCIDENTALE : LE CONFLIT ISRAËL-HAMAS PEUT-IL AVOIR UN IMPACT ?

Le Congrès américain bloque toujours le nouveau paquet d'aide prévu, alors que l'aide à Israël et à l'Ukraine étaient mêlées dans ce texte de loi. Mike Johnson, à la tête de la Chambre des Représentants, a déclaré qu'il voterait avec la majorité républicaine une aide à Israël sans aucun problème, mais la question ukrainienne reste en suspens.

De nombreuses munitions et armes n'ont pas été envoyés à l'Ukraine mais plutôt à Israël, qui intéresse davantage les nations occidentales, ce qui fait dire que l'aide en général est menacée par l'explosion de ce nouveau conflit. Les tensions entre Israéliens et Palestiniens occupent les discussions diplomatiques depuis des décennies, ce qui fait que ce conflit revêt pour beaucoup de nations d'une importance particulière. Le fait que le conflit puisse embraser la région ajoute à l'importance et ferait presque passer la guerre en Ukraine, qui dure depuis 2 ans, au second plan. Enfin, la guerre entre Israël et le Hamas suscite davantage la collaboration des pays occidentaux. Cela s'explique pour deux raisons. D'un côté, il s'agit de lutter contre le totalitarisme islamique, une idéologie religieuse et politique qui a semé la mort dans l'Occident (Attentats de Paris, de Londres, d'Orlando) et qui veut sa destruction. Il y a donc un espace de collaboration entre Israël et les pays occidentaux pour lutter contre le terrorisme. Or, il ne s'agit pas de l'objectif de la Russie qui ne souhaite qu'un renversement de l'ordre établi sans nécessairement abattre l'Occident. De l'autre, il s'agit de lutter contre un ennemi non-étatique. De la même façon qu'il était plus simple pour les Occidentaux d'attaquer les puissances islamistes d'Al Qaida ou Daesh que l'Iran, il est plus simple de soutenir Israël dans une guerre asymétrique face

à un groupe terroriste que l'Ukraine contre une nation-empire comme la Russie.

Enfin, on note une dispersion de l'attention des opinions publiques occidentales à l'égard de l'Ukraine pour deux raisons. D'une part, les opinions publiques occidentales sont plus liées émotionnellement à la question palestinienne. D'autre part, les opinions publiques occidentales assimilent la crise énergétique qu'ils traversent à la guerre en Ukraine, ce qui contribue à éroder l'attention de ce conflit par un phénomène de lassitude.

En somme, le bilan de la guerre en Ukraine pour l'année 2023 est surtout marqué par l'échec de la contre-offensive ukrainienne et l'érosion du soutien occidental, notamment américain alors qu'ils pèsent près de 100 milliards de dollars d'aide militaire, soit 3 fois plus que la totalité des pays européens. Ces différents éléments nous amènent à définir plusieurs scénarios.

OPTION 1 : UNE GUERRE DE POSITION ENCORE LONGUE QUI VERIFIE NOTRE HYPOTHESE DE COREANISATION DU CONFLIT

L'HIVER : AVANTAGE NON NEGLIGEABLE POUR LES RUSSES

Vladimir Poutine et les généraux de son armée sont conscients de l'avantage que confère l'hiver à l'armée russe, qui est **mieux équipée et préparée pour affronter des températures basses**. En 2022, l'armée ukrainienne avait repris du terrain jusqu'à l'hiver avant que les Russes ne renversent l'ascenseur dès que les températures ont chuté.

En 2023, les Russes espéraient que l'équation reste la même, ainsi ils se sont lancés dès octobre dans ce que certains ont appelé la contre-contre-offensive. Pourtant, malgré des offensives meurtrières sur les fronts de Novomykhailivka, Avdiivka, Kremina et Koupiansk, ceux-ci n'ont pas énormément avancés alors que les pertes sont considérables. On estime que sur la fin de l'année 2023, la Russie a repris près de 140 kilomètres carrés au prix de lourdes pertes humaines et matérielles.

Pour le moment, les Russes continuent de grappiller du terrain, sans pour autant gagner de victoire capitale. Dernière victoire en date, la prise de la ville d'Avdivka ne représente certes pas un gain territorial important (19 000 kilomètres carré) pour une ville d'environ 35 000 habitants avant le conflit, mais il s'agit d'une victoire stratégique d'ampleur. En effet, la prise de la ville permet de sécuriser la zone de Zaporijjia et donc de se prémunir d'une éventuelle nouvelle contre-offensive ukrainienne, si par cas les Occidentaux étaient conduits à intensifier leur soutien à l'Ukraine.

Sur la majorité du front, les fortifications sont efficaces (des deux côtés) ce qui explique que **le front s'est figé et qu'aucune armée ne parvient à avancer**. Nous sommes ainsi dans **un scénario qui se rapproche de la Première guerre mondiale** où la ligne de front ne semble pas changer significativement à moins d'une évolution drastique du rapport de force par différents intermédiaires : évolution des moyens économiques, des moyens militaires, ruptures technologiques, etc.

Les Ukrainiens résistent pour le moment de manière héroïque alors que le rapport de force n'est pas à leur avantage. Ils sont aidés par leur maîtrise des drones aériens et navals, véritable poison pour l'armée russe. Pour autant ils ne peuvent pas aller très loin car la Russie maîtrise les airs et les F-16 livrés ou promis n'arrivent qu'au compte-goutte et ne sont pas assez modernes. De plus, les armes, bombes et munitions livrés ne permettent pas à l'Ukraine de frapper à distance et obligent les soldats à se rapprocher dangereusement du front pour espérer toucher leur cibles (ce qui les expose).

Ce rapport de force ne semble pas être en voie de se modifier, ainsi la Russie continuera de se casser les dents sur les défenses ukrainiennes et le manque de nouvelles livraisons empêchera l'Ukraine de changer de stratégie et de sortir de sa posture défensive. On peut entendre certains journalistes dire qu'avant l'automne 2022 l'Ukraine avait l'ascendant sur la Russie mais que celle-ci s'est réinventée, chose que l'Ukraine peut également faire. Seulement, la Russie a réussi à faire passer son économie en économie de guerre. Or ni l'Ukraine ni l'Union européenne ne semblent en mesure de le faire ce qui crée un déséquilibre des moyens alloués au conflit.

Le front gelé semble parti pour durer assez longtemps, surtout que l'on voit difficilement comment les rapports de force peuvent être modifiés. Ainsi **il s'agit du scénario le plus probable**, avec une Ukraine héroïque sur la défensive (faisant beaucoup avec peu de ressources et une aide occidentale en deçà des espérances) et une Russie à l'offensive qui continue à grappiller

tout en évitant un coup de force majeur qui pourrait mener à une escalade et à l'intervention d'autres pays.

POUTINE SAIT QUE L'ANNEE 2024 EST CHARNIERE ET IL JOUE LA MONTRE

Poutine ne veut surtout pas brusquer les choses, sachant que l'année 2024 est charnière et qu'attendre est sa meilleure stratégie. Cela colle à son discours qui veut que les Russes ne fassent que se défendre face à l'influence et la brutalité ukrainienne. Surtout, Poutine et Lavrov n'ont eu de cesse de répéter qu'ils étaient prêts à négocier (ce qui relève probablement plus du discours que d'une intention réelle) et en évitant toute offensive disproportionnée, ils montrent qu'ils ne sont pas si malfaisants que cela...

Les États-Unis sont de loin les premiers pourvoyeurs d'armes et de matériel à l'Ukraine, mais le soutien américain tend à s'essouffler comme on l'a vu avec le Congrès qui bloque le nouveau paquet d'aide depuis la prise de contrôle de la Chambre des représentants par les Républicains. De plus, les Américains sont entrés dans une année électorale, ce qui veut dire que Joe Biden sera davantage focalisé sur la politique intérieure dans les mois à venir.

Cette année électorale pourrait marquer le retour de Donald Trump à la maison Blanche. Ce retour pourrait conduire à un bouleversement de l'équilibre des forces quant à la guerre en Ukraine alors qu'il juge la guerre trop couteuse et qu'il promet de régler rapidement ce conflit. Pour ne pas favoriser son potentiel adversaire, Joe Biden devra limiter son soutien à l'Ukraine durant cette année, pour ne pas liguier une partie du peuple américain contre lui. Ce point faisait déjà l'objet de débat lors des dernières élections de mi-mandat alors que les ménages américains ont été frappés par l'inflation. Dans l'hypothèse d'un retour de Donald Trump, les choses pourraient radicalement changer dans la mesure où il a annoncé qu'il souhaiterait réunir les acteurs du conflit afin d'arriver à une solution rapide.

En Europe, l'équation n'est pas plus simple alors que les Européens sont incapables de se substituer au soutien américain même si les 27 ont récemment adopté un plan de soutien à hauteur de 57 milliards d'euros. Preuve en est la difficulté de voter cette aide supplémentaire à l'Ukraine, à cause de l'opposition d'Orbán voire Fico, ou l'incapacité de livrer des munitions à l'Ukraine (on estime que sur les 2,3 millions de munitions utilisées par l'Ukraine en 2023, 30 0000 sont d'origine européenne). De plus, cette aide ne vise pas à financer l'effort de guerre ukrainien mais plutôt à soutenir le redressement, la reconstruction et la modernisation de l'Ukraine.

L'aide européenne est limitée sur le plan militaire, ce qui ne permet pas à l'Ukraine d'avoir un soutien supplémentaire susceptible de modifier le rapport de force sur le champ de bataille. De plus, nous voyons des difficultés supplémentaires s'ajouter : la fatigue des opinions publiques occidentales, la crise économique marquée par une perte de pouvoir d'achat des ménages en raison de l'inflation, la multiplication des fronts (Moyen-Orient, Taiwan, etc.) ou l'émergence de forces politiques hostiles au soutien à la guerre en Ukraine. À ce titre, les élections européennes devraient marquer un score important d'une extrême-droite qui est opposée à l'aide massive à l'Ukraine et encore plus à un soutien militaire supplémentaire à destination de Kiev.

Les dynamiques politiques et géopolitiques sont plutôt favorables à Vladimir Poutine, qui devrait être réélu facilement en mars 2024. Sa stratégie devrait être de viser la consolidation du front à moins qu'il ne saisisse une opportunité sur les plans militaire ou diplomatique. L'échec de son opération spéciale en février/mars 2022 l'a fait prendre conscience qu'il fallait changer de stratégie pour davantage s'orienter sur le temps long en passant à la deuxième puis à la troisième phase du conflit.

RIEN NE LAISSE PRESAGER UN CHANGEMENT DE PARADIGME

Sur le plan économique, la **Russie a mieux résisté que prévu aux différentes sanctions infligées par la communauté internationale**. En effet, l'économie russe ne s'est contracté que de 2,1% en 2022. Les prévisions prévoient une contraction de 2,5% dans le scénario le plus défavorable selon l'OCDE ou de 0,2% selon la Banque mondiale. Le FMI prévoit de son côté que la Russie pourrait enregistrer une croissance de 0,7% en 2023 de son économie, de même que la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (Berd) qui vise 1,5% de croissance. Dans **cette dernière hypothèse, malgré les sanctions, la Russie enregistrerait une croissance supérieure à celle de la zone euro selon la Commission européenne** (+0,8%).

Cette situation a permis à Vladimir Poutine de faire passer son pays en économie de guerre, afin d'avoir un complexe militaro-industriel qui fonctionne à plein régime. Ainsi, les pertes matérielles russes importantes peuvent être en partie substituées par une production de masse. Dans le cas contraire, la Russie s'est tournée vers d'autres puissances comme la Corée du Nord pour soutenir son effort de guerre. Ces éléments laissent indiquer que la Russie ne s'effondrera pas et est capable de maintenir cette cadence sans évolution substantielle.

Pour autant, il n'est pas exclu que nous assistions à des offensives supplémentaires. Ainsi, il est probable que la Russie lance une contre-contre-offensive, notamment près de Lougansk, afin de contrôler les Oblasts intégrés à la Russie dans leur intégralité. Adepte des symboles forts, Poutine voudra se présenter à l'élection présidentielle russe en champion de l'unité nationale, en ayant achevé l'annexion des territoires cités pour justifier son opération spéciale en 2022. Toutefois, si l'Ukraine est en difficulté, la Russie n'a pas les moyens d'aller jusqu'à Kiev. Le but de guerre russe à court terme serait sûrement de gagner quelques kilomètres de front pour qu'il se fixe plus loin. À ce titre, ils préféreront la guerre lente à la guerre éclair.

Côté ukrainien, la situation actuelle ne risque pas de changer et ils devraient rester sur la défensive faute d'aide de masse qui serait le seul moyen pour eux de renverser la vapeur.

OPTION 2 : UNE OFFENSIVE RUSSE POUR PRENDRE LE CONTROLE DU PAYS

LA RUSSIE POSSEDE L'AVANTAGE

Si la Russie a pris l'avantage dans ce conflit qui l'oppose à l'Ukraine, elle n'a pas pour autant réussi à accomplir ses objectifs de guerre qui justifiaient le début de l'opération spéciale en février 2022. Pour rappel, Vladimir Poutine souhaitait « libérer » les territoires de Donetsk et Louhansk ainsi que la dénazification et la démilitarisation de l'Ukraine. Si le premier objectif n'est accompli que partiellement avec quelques difficultés (l'armée russe ne contrôle pas l'ensemble des territoires revendiqués), le second bloc d'objectif est long d'être atteint surtout après l'échec de la prise de Kiev en Février/Mars 2022.

Il est clair que depuis la fin de l'année 2023, la Russie a repris l'ascendant dans cette guerre et impose son rythme. Alors que la première phase du conflit a vu l'armée russe se casser les dents sur la résistance ukrainienne, les Russes ont ésu faire évoluer leurs vues. Ainsi, ils ont revu leur stratégie en opérant une consolidation de leurs gains territoriaux par la construction desolides défenses. De plus, et malgré les sanctions occidentales, la Russie est parvenue à faire muter son économie pour passer en économie de guerre, avec un appareil productif au service de l'effort de guerre. En 2024, la Russie a donc prévu d'augmenter de 70% ses dépenses de guerre⁴, du jamais vu alors que ces dépenses avaient déjà augmenté en 2023. Face à cela, l'Ukraine et l'Union européenne se sont montrés incapables d'adopter

⁴ https://www.lemonde.fr/international/article/2023/09/25/la-russie-prevoit-d-augmenter-son-budget-militaire-de-70-en-2024_6190953_3210.html#:~:text=Russie-.La%20Russie%20pr%C3%A9voit%20d'augmenter%20son%20budget%20militaire%20de%2070,supplante%20ainsi%20la%20politique%20sociale.

une économie de guerre pour soutenir l'effort de guerre. Ce déséquilibre explique le rapport de force actuel.

Comme toute guerre, celle en Ukraine est question de rapport de force (stratégique, politique et militaire) et sur tous ces points la Russie a l'avantage. En regardant de plus près :

- La Russie a la capacité d'envoyer de nombreux combattants se faire tuer (pas comme l'Ukraine, souvenons-nous de Stalingrad et de l'envoi de milliers de personnes à la boucherie pour défendre la ville, les Russes ne craignent pas les pertes humaines). Toutefois, cette affirmation est limitée par différents points : la difficulté du régime à recruter ce qui l'a conduit à faire appel à des mercenaires, à vider les prisons, et à utiliser la conscription dans le cadre de la mobilisation décrétée par Vladimir Poutine le 21 septembre 2022.
- La Russie a la capacité de frapper les capacités militaires et industrielles de l'ennemi ukrainien loin dans la profondeur de son territoire grâce à l'artillerie et à la supériorité aérienne (l'Ukraine ne dispose pas de moyens assez sophistiqués et puissants, ils doivent donc se rapprocher au plus près des forces russes en espérant toucher, mais cela implique d'exposer ses forces)
- La Russie dispose de la capacité de fabriquer, et réparer des armements et des munitions modernes et de qualité (les pertes russes, plus importantes que celles des Ukrainiens peuvent être remplacées en partie par la production de leur complexe militaro-industriel)

Pour autant si la Russie possède un avantage important sur ces différents plans, elle ne peut pas prendre un avantage conséquent dans ce conflit au point de faire capituler l'Ukraine. L'avantage global russe explique que son armée peut se reposer sur ses défenses. En effet, l'Ukraine ne dispose pas de suffisamment d'atouts pour lancer une nouvelle offensive après l'échec de la contre-offensive. À ce titre, le rapport de force ne peut évoluer favorablement à l'Ukraine sans soutien supplémentaire de l'Occident.

Toutefois, on ne peut exclure que l'armée russe, une fois ses forces consolidées, reprenne sa marche vers Kiev pour accomplir le second bloc d'objectif fixé au moment du début de l'opération spéciale. Cette situation peut évoluer si l'Occident tarde et/ou diminue son soutien en faveur de l'Ukraine ce qui pourrait créer une difficulté militaire pour les Ukrainiens. Ces derniers rencontrent des difficultés depuis l'échec de la contre-offensive et sans soutiens supplémentaires, ils ne pourront pas en lancer une nouvelle. On peut également imaginer qu'avec une aide militaire américaine qui tarde, l'Ukraine rencontre des difficultés même à se défendre et à tenir la ligne de front.

MAIS IL EST PEU PROBABLE QUE L'UKRAINE ET LA COMMUNAUTE INTERNATIONALE L'ACCEPTENT

Après l'échec de la contre-offensive ukrainienne et face à l'hypothèse d'une offensive russe de grande ampleur, il est certain que l'Ukraine chercherait à riposter, comme elle l'a fait par le passé. En effet, la résistance ukrainienne a montré qu'elle était capable de déjouer les pronostics. À cela, il faut ajouter qu'une poussée majeure russe impliquerait une réaction des Occidentaux. Ces derniers passeraient outre leurs différences pour aider davantage Zelensky, en raison de l'émotion probable qu'engendrerait une chute de Kiev.

En cas d'avancée russe majeure, il est probable que qu'une telle hypothèse se traduise par une résistance ukrainienne accrue et une aide occidentale démultipliée. Depuis plus d'un an, à chaque fois que la Russie a tenté une poussée, comme à Bakhmout ou plus récemment à Avdiivka, l'armée ukrainienne a démontré une capacité de résistance malgré un manque de matériel et d'hommes. Cela s'est accompagné par de maigres avancés pour la Russie avec des pertes importantes.

Le rapport de force actuel, à l'avantage de la Russie, ne date pas d'hier et l'armée ukrainienne est sur la défensive depuis longtemps sur certains fronts (nous pouvons exclure la contre-offensive de 2023 ou la reprise de

plusieurs territoires à l'automne 2022). Pourtant, cela ne s'est pas traduit par une avancée russe massive et les gains de l'armée de Poutine ne peuvent se chiffrer qu'en centaines de kilomètres carrés, trop peu pour une armée ayant une telle supériorité.

À la probable défense héroïque ukrainienne, une aide occidentale supplémentaire pourrait voir le jour en cas d'offensive d'ampleur de la Russie. Depuis le début de la guerre, les Occidentaux ne cachent pas leur préférence et devraient continuer et intensifier l'aide pour éviter de ne voir Poutine sortir vainqueur et surtout qu'il n'accomplisse son second objectif de guerre à savoir la « dénazification et la démilitarisation de l'Ukraine ». Dans cette hypothèse, nous pourrions assister à un regain d'intérêt des opinions publiques occidentales qui ne souhaitent pas forcément voir Kiev chuter. Cela pourrait conduire les différents gouvernements à doubler leurs efforts en faveur de l'Ukraine.

En cas d'ouverture d'une nouvelle phase dans cette guerre et d'une intensification de l'offensive russe, nous pourrions nous retrouver avec des affrontements meurtriers et une escalade tragique. Même si les Russes sont moins sensibles que d'autres pays par des pertes militaires, il est peu probable que Poutine puisse accepter des pertes trop importantes. Cela s'explique notamment au regard des différentes réactions de l'opinion publique russe à différents moments du conflit comme lors de la mobilisation de septembre 2022. Ainsi, la conscription massive avait fait grand bruit en Russie, et même si « l'opération spéciale » est mieux acceptée par la population à l'heure actuelle, de nouvelles envoyées au front pourraient réveiller la fureur populaire. Vladimir Poutine possède l'avantage et il ne perd pas grand-chose à patienter car la situation actuelle lui convenant amplement.

De plus, avant de statuer sur la possibilité d'une offensive russe, il faut se demander si cela est conforme aux objectifs de Poutine. La posture ukrainienne déterminera la suite des événements, notamment dans leur stratégie militaire après l'échec de la contre-offensive. Dans l'hypothèse

d'une nouvelle tentative, ou d'une attaque à l'intérieur des terres russes, ou en Crimée, alors la Russie pourrait se garder la possibilité de réagir. De plus, il n'est pas du tout certain que l'annexion intégrale de l'Ukraine fasse partie des plans du chef du Kremlin. Pour cette année 2024, il nous semble plus probable de voir l'armée russe jouer la montre (même si elle est en mesure d'attaquer massivement et qu'en cas de grand bouleversement elle peut choisir cette option).

La contre-contre-offensive russe ne fait pas de mystère, mais son but sera plutôt de compléter et d'annexer entièrement les oblasts rattachés à la Russie en 2022. Le but sera de se présenter lors de l'élection de Mars avec une grande réussite pour Poutine. Il est moins probable que l'armée russe se jette à corps perdu dans la bataille pour faire tomber Kiev...

POUTINE VEUT FAIRE DE L'UKRAINE UNE SECONDE BIELORUSSIE

Des théories qui voulaient la création d'un État fantoche en Ukraine ainsi que l'annexion des parties russophones pouvaient faire sourire et on ne leur accordait que peu de crédit dans les premiers mois de la guerre. Elles étaient ainsi relayées par Dimitri Medvedev, ancien président russe et fidèle de Poutine, qui n'a eu de cesse de relayer les informations de conservateurs russes adeptes de la théorie de la Novo-Russia. Pour autant, avec les mois qui passent, tout laisse à penser que c'est l'objectif de Poutine. Il a ainsi déclaré à Choïgou et à l'armée que l'objectif était l'annexion des oblasts de l'Est, de la Crimée ainsi que la conquête puis l'annexion du sud du pays pour que la Russie rejoigne la Transnistrie. Ainsi, il est probable qu'il cherche à se présenter devant le peuple, lors de l'élection présidentielle, fort de l'annexion complète des oblasts rattachés à la Russie en octobre 2022.

Pour autant, il est peu probable que Vladimir Poutine souhaite annexer toute l'Ukraine. Il est conscient que cela serait contre-productif et intenable sur le long terme. Il souhaiterait vraisemblablement faire tomber le régime à Kiev et y placer un pouvoir fantoche qui lui serait acquis, pour donner

l'impression de respecter les peuples. Cela doit accomplir le second objectif de l'opération spéciale lancée en février 2022, qui est la « dénazification du régime ». Il s'agit ainsi de faire tomber le régime de Volodymyr Zelensky. Dans cette hypothèse l'autre partie du second objectif consiste à « démilitariser l'Ukraine », ce qui viserait à neutraliser l'Ukraine sur le modèle biélorusse. À ce titre, disposer d'un président malléable à Kiev, proche de Loukachenko, ne pourrait que combler le chef du Kremlin.

Poutine en fin connaisseur de l'histoire russe, ne veut pas répéter les erreurs des derniers Tsars ou de l'URSS. Pour lui, **il est important de sécuriser l'accès de la Russie aux mers chaudes (objectif presque atteint avec les prises de la Crimée en 2014 puis du littoral est de l'Ukraine, bordant la mer d'Azov), objectif historique des dirigeants russes.** Le reste serait davantage accessoire dans la réalisation de ses objectifs tant que son autorité et l'influence de la Russie ne sont pas remis en cause.

Ce scénario, même s'il est certain que Poutine aimerait le voir se réaliser plus tôt nous semble plus facilement réalisable sur le long terme que sur l'année 2024. Devant les difficultés et réalités du terrain citées plus haut, Poutine est conscient qu'il ne peut brusquer les choses. Pour autant, nous pensons que c'est vers cela qu'il veut se diriger. Ainsi, il est vraisemblable qu'il tente d'accomplir en 2024 le premier objectif fixé lors du début de l'opération spéciale à savoir sécuriser les territoires de Donetsk et de Louhansk ainsi que les territoires permettant de créer un chemin terrestre vers la Crimée. Le second objectif visant une conquête plus longue et plus grande permettant de « dénazifier et démilitariser l'Ukraine » ne peut que difficilement se réaliser au cours de l'année 2024.

OPTION 3 : UNE NEGOCIATION ET LA CESSION DE TERRITOIRES PAR L'UKRAINE

À l'heure actuelle, ce scénario nécessite l'accomplissement de plusieurs points pour se réaliser au regard de la position des deux camps. Dans l'état actuel des choses, nous voyons cela comme difficile. En effet pour arriver à la table des négociations, il est nécessaire d'avoir un renversement d'envergure. Les deux partis ne montrent pas un grand intérêt à négocier une cessation des hostilités et encore moins un plan de paix.

Volodymyr Zelensky s'est toujours montré opposé à toute forme de négociation avec la Russie et ne risque pas de changer d'avis de sitôt. Ce dernier ne veut pas discuter avec Poutine et veut le retour de tous les territoires occupés (Crimée incluse). Il ne devrait pas changer d'avis en revoyant ses demandes à la baisse ou en acceptant des pertes territoriales.

Vladimir Poutine y est également opposé, même s'il se présente différemment comme un défenseur de la paix dans ses apparitions médiatiques. Pour lui, cette opération spéciale a pour but de venir en secours aux peuples russophones persécutés et la « dénazification et la démilitarisation » de l'Ukraine. Lui non plus ne changera pas d'avis du jour au lendemain à moins que les négociations lui permettent d'accomplir les deux objectifs. Cette condition apparaît irréconciliable avec le souhait des dirigeants de l'Ukraine.

Les raisons qui expliquent qu'aucune discussion n'a eu lieu et que toute négociation semble improbable sont :

1- Les constitutions de l'Ukraine et de la Russie revendiquent toutes deux les territoires annexés par la Russie en 2014 et 2022, rendant difficile tout changement. La Russie pourrait inverser ces modifications constitutionnelles, mais cela serait politiquement complexe. Pour Zelensky,

revenir en arrière sur la question constituerait la fin de sa vie politique alors qu'il incarne la résistance ukrainienne face à l'offensive russe.

2- Des groupes importants et influents en Ukraine et en Russie s'opposent à tout compromis territorial ou politique avec l'ennemi. Les concessions poseraient des défis politiques intérieurs majeurs pour les deux gouvernements. Ni Poutine ni Zelensky ne veulent se montrer faibles face à l'autre pour ainsi éviter d'apparaître en position de faiblesse sur le plan interne.

3- La libération de la Crimée est cruciale pour l'Ukraine en termes de souveraineté et de stratégie, mais elle représente également un dilemme stratégique pour la Russie, qui veut la garder. La Crimée est une acquisition populaire pour la Russie, rendant un retour négocié improbable.

4- L'expérience historique de la Russie et l'interprétation comparative du conflit par l'Ukraine la poussent à attendre une victoire significative avant d'engager des pourparlers.

SI NEGOCIATION IL Y A, ALORS CE SERA A L'AVANTAGE DE LA RUSSIE

La dynamique actuelle montre un avantage pour la Russie dans ce conflit. En cas de négociations, il est difficile de ne pas traduire ce rapport de force dans les conditions de cessation des hostilités. Il est donc peu probable que nous voyons l'Ukraine revenir à ses frontières de 1991 comme Zelensky le désire, ou que la Crimée revienne sous giron ukrainien.

En cas de négociation, Kiev devrait être forcée de négocier par le Kremlin, par un rapport de force déséquilibré. Tout cela n'est pas sans rappeler la seconde phase de la Guerre d'Hiver entre l'URSS et la Finlande en 1940, qui après une résistance héroïque des Finlandais s'est terminée par une négociation forcée alors que la Finlande a conservé son indépendance. La seconde phase de la Guerre d'Hiver entre l'Union soviétique et la Finlande a

eu lieu en 1940. Après une résistance initiale finlandaise qui a surpris les Soviétiques lors de la première phase (du 30 novembre 1939 au 12 mars 1940), l'URSS s'est regroupée et a lancé une offensive plus massive lors de la deuxième phase. Cette période est souvent appelée la "Guerre de Continuation", car elle a prolongé le conflit de la Guerre d'Hiver initiale.

L'Armée rouge soviétique, ayant tiré des leçons des défis rencontrés lors de la première phase, a lancé une offensive massive en février 1940. Elle a déployé des troupes fraîches et a submergé les défenses finlandaises dans plusieurs régions. L'isthme de Carélie, une bande de terre étroite entre le lac Ladoga et le golfe de Finlande, est devenu un point focal du conflit. Les Soviétiques ont concentré leurs efforts pour capturer cette région, et les Finlandais ont eu du mal à se défendre contre les forces soviétiques écrasantes. Malgré leur infériorité numérique, les forces finlandaises ont utilisé des tactiques de guérilla, exploitant le terrain et le vaste réseau de fortifications défensives connu sous le nom de ligne Mannerheim. Cependant, la taille et la force même de l'offensive soviétique se sont révélées difficiles à contrer pour les Finlandais. La communauté internationale a suivi de près le conflit, exprimant de la sympathie pour la cause finlandaise. Cependant, l'assistance étrangère à la Finlande était limitée, et les Finlandais se sont retrouvés de plus en plus isolés dans leur lutte contre l'Union soviétique.

À mesure que l'Union soviétique prenait le dessus, la Finlande a été contrainte de négocier un traité de paix. Le Traité de Moscou a été signé le 12 mars 1940, marquant la fin de la Guerre d'Hiver. Les termes étaient sévères pour la Finlande. La Finlande a cédé d'importantes portions de territoire à l'Union soviétique. Malgré les concessions territoriales, la Finlande a réussi à préserver son indépendance. Les Finlandais ont conservé le contrôle de leur gouvernement et ont évité de devenir un État satellite de l'Union soviétique. Ces événements peuvent rappeler beaucoup de choses, notamment si on les met en parallèle avec ce qui s'est passé en Ukraine depuis février 2022. Il pourrait ressembler à ce qu'il se passerait entre l'Ukraine et la Russie en cas de négociations. Ainsi, de manière identique, l'Ukraine pourrait être amenée

à négocier contre son gré et au prix de lourdes concessions territoriales, mais pourrait conserver son indépendance, ce qui serait une victoire en soi.

La guerre d'Hiver de 1939/1940 a abouti sur la finlandisation ou la neutralité de la Finlande durant des décennies ainsi qu'une soumission à Moscou. Le retour de cette idée au premier plan pourrait constituer une difficulté dans la mesure où Volodymyr Zelensky et d'autres dirigeants l'avaient exclu catégoriquement⁵. Nous n'en sommes évidemment pas encore là, mais cela pourrait constituer une possibilité pour mettre fin au conflit. En effet, des personnalités occidentales pourraient pousser pour ce scénario pour éviter la mort de milliers de soldats ukrainiens et l'annexion de plus de territoires par Poutine (territoires qu'il ne rendrait pas en cas de négociation encore plus tardive). Dans cette hypothèse, l'Ukraine emprunterait le chemin de la finlandisation pour mettre fin au conflit.

La "finlandisation" est un terme qui a émergé pendant la Guerre froide pour décrire la politique étrangère de la Finlande vis-à-vis de l'Union soviétique et y est connoté négativement pour certaines personnes. Après la Seconde Guerre mondiale, la Finlande a adopté une approche de neutralité pragmatique pour éviter les tensions avec l'Union soviétique, son voisin puissant. Cette politique impliquait une série de compromis et de concessions pour maintenir des relations pacifiques. La Finlande a évité de s'aligner clairement avec les blocs Est ou Ouest de la Guerre froide, restant officiellement neutre. Cependant, dans la pratique, elle était souvent perçue comme ayant une orientation prosoviétique (cette neutralité de fait a pris fin avec la chute de l'URSS ou avec l'adhésion de la Finlande à l'OTAN). Pour éviter des réactions négatives de l'Union soviétique, la Finlande a exercé une certaine autocensure dans ses médias et discours publics. Certains sujets sensibles étaient évités pour maintenir des relations apaisées. La Finlande a développé des liens économiques étroits avec l'Union soviétique, devenant un partenaire commercial significatif. Cela contribuait à assurer une stabilité économique et à minimiser les tensions politiques.

⁵ <https://www.washingtonpost.com/national-security/2022/02/11/russia-ukraine-minsk-agreements/>

MAIS UNE RESISTANCE UKRAINIENNE QUI A PU SURPRENDRE

Dans l'hypothèse d'une négociation, les Ukrainiens voudraient se présenter avec l'ascendant. Seulement, cela nécessite un changement stratégique pour arriver à un scénario où ce serait l'Ukraine qui obligerait la Russie à venir à la table des négociations dans un contexte favorable aux Ukrainiens. Ces derniers disposent toutefois d'un atout : l'engagement du peuple en faveur de la résistance et de l'indépendance. Cette situation permet à Zelensky d'avoir une arme dans le conflit puisqu'il peut continuer le combat pendant encore quelques temps à condition que l'Occident poursuit son soutien militaire.

Depuis le début de l'invasion, l'armée a été en mesure de repousser et de contenir les forces russes avec très peu de moyens alors que l'armée russe disposait de plus de munitions, de moyens et restait maîtresse des cieux. Les récits héroïques des agissements de l'armée ont déjà été comptés et il est inutile de s'appesantir sur ceci ici. La résistance nationale en Ukraine est un phénomène distinctement décentralisé⁶⁶ et il ne faut pas réduire cette résistance à l'armée, et cette résistance est loin d'être coordonnée entièrement par le gouvernement. Les centres de bénévoles locaux, agissant sous la bannière "L'Ukraine Vaincra", fournissent un soutien matériel crucial et contribuent à réparer les liens sociaux déchirés. Les réseaux informels jouent un rôle essentiel dans les opérations militaires soutenues et le moral au combat.

La population civile affiche un moral élevé et un engagement à long terme envers l'indépendance. Les citoyens témoignent d'une détermination sans faille face à l'occupation russe. La guerre est perçue comme une lutte pour la préservation de la nation, avec des volontaires étrangers apportant un renfort significatif en termes de connaissances institutionnelles et de capacités de combat. Les Ukrainiens adoptent une stratégie de stockage

⁶⁶ <https://www.gisreportsonline.com/r/ukraine-fighting-will/>

dispersé des armes et des troupes pour contrer les attaques de missiles russes. Cependant, des faiblesses apparaissent, notamment des querelles internes entre unités, un comportement imprudent sur la route et une analyse des risques mal comprise. En outre, la bureaucratie excessive et le profit inapproprié entravent la capacité de l'Ukraine à armer rapidement ses combattants de la résistance.

Malgré ces défis, la résistance en Ukraine reste forte en raison du vif désir de préserver l'indépendance nationale, ce qui constitue une faiblesse potentielle pour la Russie et éloigne la probabilité d'une négociation. La volonté nationale de l'Ukraine semble surpasser celle de son adversaire, offrant un avantage crucial dans ce conflit. Les Ukrainiens ne se rendront pas facilement, et seul l'affaiblissement du soutien occidental pourrait les y pousser à contrecœur. Pour autant, il semble peu probable que la rancœur à l'égard de la Russie disparaisse et ce conflit devrait perdurer dans les esprits très longtemps.

Ainsi, pour parvenir à des négociations, il faudrait que plusieurs conditions soient remplies. Il paraît difficile pour Volodymyr Zelensky de justifier l'évolution de son discours alors qu'il apparaît comme le visage de la résistance ukrainienne. Il est nécessaire qu'un ou plusieurs événements changent la donne pour conduire l'un ou l'autre parti à pousser pour des négociations.

UN CHANGEMENT DE REGIME EN UKRAINE SERAIT NECESSAIRE

D'éventuelles négociations entre l'Ukraine et la Russie nécessitent un changement de la part de Kiev ou de Moscou. Or, un changement stratégique ukrainien remettrait en cause la ligne Zelensky, lequel reste campé sur ses positions. De plus, le président ukrainien est opposé à toute négociation avec le Kremlin, ce qui implique que pour que ce scénario voie le jour, il faudrait un changement de régime à Kiev.

Alors que cela semblait impensable il y a encore quelques mois, cette hypothèse a pris de l'épaisseur depuis la fin de l'année 2023. Les très populaires Klitschko, maire de Kiev, et surtout Zaluzhny, commandant en chef de l'armée, ont fait entendre leurs critiques de Zelensky à de nombreuses reprises. Zaluzhny s'est d'ailleurs attiré les foudres de Volodymyr Zelensky avec son interview donné au journal britannique The Economist en novembre dernier. Les deux hommes entretiennent des mauvaises relations, et cela fait partie des raisons qui ont conduit Zelensky à vouloir une réorganisation de ses plus proches collaborateurs. Cela a abouti au renvoi du commandant en chef des forces armées récemment⁷.

Le limogeage du commandant en chef ukrainien Valery Zaluzhny par le président Volodymyr Zelensky a suscité des tensions politiques, soulevant des questions sur les motivations du président et sur l'avenir de l'armée ukrainienne. La décision de Zelensky remet en question le consensus public créé au moment du début de l'opération spéciale initiée par les Russes. Ainsi, cette décision est considérée comme privilégiant les intérêts personnels du président ukrainien plutôt que des considérations d'État. La relation tendue entre les deux dirigeants, initialement présentée comme un front uni pendant le conflit, s'est effondrée en raison de désaccords managériaux, d'ambitions et du mécontentement de Zelensky à l'égard de la performance militaire.

Zelensky justifie le renvoi de Zaluzhny comme un "reboot du système", mais la rivalité politique semble être la raison principale. La peur de Zelensky de voir Zaluzhny gagner en popularité, comme l'indiquent des cotes en hausse, a contribué à la décision. Le timing, pendant une menace militaire russe importante, permet à Zelensky d'effectuer des changements plus larges au sein du personnel de sécurité sans déclencher de manifestations publiques. Cependant, la politique expéditive de ces décisions pose un risque de réaction de la société et des élites ukrainiennes.

⁷ <https://www.ft.com/content/b48ddc17-9384-490e-b3c4-a9d2ae2a72db>

Le successeur de Zaluzhny, le général Oleksandr Syrsky, diffère considérablement de son prédécesseur. Bien qu'il soit un partisan de l'Occident au sein de l'armée ukrainienne, son passé et son âge correspondent davantage à l'école militaire soviétique. Les succès militaires de Syrsky, associés à sa volonté de se conformer aux souhaits de Zelensky, font de lui un probable continuateur de l'agenda du président. Il est vu comme brutal et ne rechigne pas à obéir aux ordres, quitte à envoyer ses hommes à l'abattoir comme on a pu le voir à Bakhmout. La décision de Zelensky pourrait aliéner une partie des Ukrainiens qui voient le personnel militaire, y compris Zaluzhny, comme des héros, comme le suggèrent les sondages montrant un désaccord généralisé avec le renvoi. Les tentatives de Zelensky de se réinventer en mettant l'accent sur une victoire imminente et un redémarrage du système pourraient partiellement réussir, mais des inquiétudes persistent quant au fait que le président privilégie des intérêts personnels plutôt que l'État, ce qui pourrait entraîner des conséquences imprévisibles.

Dans l'après-coup, la carrière politique potentielle de Zaluzhny et la position de Zelensky auprès du public restent incertaines, le président étant confronté à des défis liés à sa légitimité en temps de guerre alors que son mandat touche à sa fin en mai. Dans l'ensemble, la situation reflète une interaction complexe des dynamiques politiques au sein du paysage militaire et politique de l'Ukraine. En 2024, il était prévu que des élections présidentielles aient lieu dans le pays, mais pour cause de loi martiale, elles ont été repoussées. Ce choix, qui ne peut pas être entièrement justifié car il se fait en parallèle d'efforts importants de démocratisation pour plaire à l'Union Européenne, a généré de nombreuses critiques dans l'opposition et en dehors. Zelensky a affirmé qu'il voulait garder Zaluzhny près de lui, comme pour contenter ses critiques et éviter de faire des vagues. Pourtant si Zaluzhny venait à se rebeller contre son ancien maître, il pourrait causer beaucoup de torts à Zelensky. Alors que le président ukrainien refuse toute négociation avec Poutine, et n'hésite pas à envoyer des milliers d'hommes combattre dans des conditions très dures, Zaluzhny, qui a souvent critiqué

les stratégies de Zelensky, pourrait aider à les remettre en cause et inciter le peuple à se soulever.

La situation a évolué sur les plans internes de l'Ukraine et de la Russie. Alors que différents commentateurs pensaient que c'était le régime russe qui était le plus susceptible de s'effondrer jusqu'à la tentative ratée de putsch de Prigojine. Désormais, il est plus probable que ce soit du côté ukrainien, que nous pourrions assister à des difficultés. Un changement de dirigeant en Ukraine pourrait conduire à une évolution de la situation et éventuellement à des négociations.

DES EVENEMENTS EXTERIEURS POURRAIENT CONDUIRE L'UKRAINE ET LA RUSSIE A NEGOCIER

Plusieurs éléments pourraient conduire les deux protagonistes à s'asseoir à la table des négociations. Pour cela, il faudrait que les deux partis considèrent que la continuation des hostilités leur coûterait plus cher que des éventuels gains. En l'état actuel des choses, il faudrait des événements extérieurs pour aboutir à une évolution de la situation côté russe ou ukrainien.

Du côté ukrainien, plusieurs facteurs pourraient les conduire à négocier comme la diminution ou l'arrêt de l'aide occidentale. Volodymyr Zelensky a toutes les raisons de s'inquiéter d'un affaiblissement de l'aide occidentale envers l'Ukraine comme il l'a affirmé le 6 décembre dernier. En effet, le président ukrainien disait que Vladimir Poutine « comptait sur un effondrement du soutien occidental ». Cela s'appuie sur plusieurs éléments : échec de la contre-offensive, multiplication des fronts et une situation économique compliquée.

La **contre-offensive ukrainienne n'a pas tenu ses promesses**. En effet, elle était très attendue surtout depuis que les Occidentaux avaient décidé de passer un cap, en fournissant des chars d'assaut. Seulement, l'armée russe a construit habilement ses défenses durant l'hiver, se préparant à l'offensive ukrainienne. Ainsi, **les gains territoriaux ukrainiens se comptent en**

quelques centaines de kilomètres carré, bien loin des attentes d'avancée massive. Cela s'explique notamment par : une aide occidentale moins efficace que par le passé, une stratégie ukrainienne qui a déçu et une armée ukrainienne qui n'a pas appliqué les stratégies occidentales.

Un **autre événement a considérablement rebattu les cartes : l'attaque terroriste du Hamas perpétrée le 7 octobre dernier.** Israël est un pays ami et allié de la plupart des pays occidentaux et il est donc normal pour eux d'aider l'état juif. D'autant plus qu'ils sont confrontés aux mêmes problèmes d'islamisme chez eux et qu'il est nécessaire de soutenir Israël dans ce qui ressemble à une guerre civilisationnelle pour reprendre la thèse de Samuel Huntington. Sachant qu'il était déjà compliqué pour les Occidentaux de fournir de l'aide à l'Ukraine, il semble logique **qu'une aide à Israël rendrait encore plus mince celle accordée à l'Ukraine.** Du côté américain, la situation est semblable. S'ils se sont montrés généreux avec Kiev depuis le début de la guerre, les finances américaines ne sont pas illimitées d'autant que la Maison Blanche doit parvenir à un accord avec les Républicains à la chambre des représentants (1), soutenir le pouvoir d'achat de ses propres citoyens (2) et faire face à une explosion de la dette (3) ...

Enfin, la situation économique difficile rend l'opinion publique occidentale moins préoccupée par la situation de l'Ukraine. Cela s'explique par **la situation économique marquée par l'inflation et la chute de pouvoir d'achat des ménages.** En effet, selon les calculs de l'UBS⁸, les salaires réels étaient en baisse de 13 % en Espagne, de 11 % en Italie, de 9 % en Allemagne. Ces chiffres sont les plus importants de ces dernières décennies, puisque même en cas de grave crise, les salaires réels ne baissaient rarement de plus de 1%. La **seconde raison repose sur les conséquences du conflit notamment en termes d'évolution des prix dont ceux sur l'énergie.** Une partie des peuples des pays occidentaux estime qu'ils paient un double prix de l'aide de leur pays en faveur de l'Ukraine. D'une part, une partie de l'argent public n'est pas destinée en faveur des résidents et des citoyens

⁸ https://www.lemonde.fr/economie/article/2023/12/01/en-europe-la-vague-hyperinflationniste-reflue-mais-elle-aura-lamine-le-pouvoir-d-achat_6203297_3234.html

mais à destination de l'Ukraine afin d'alimenter l'effort de guerre. D'autre part, le conflit qui dure, entraîne des conséquences dans l'instabilité des marchés, notamment dans les prix de l'énergie, de l'alimentaire, etc. Cette situation est accentuée par la politique de sanction qui est mal vécue par une partie des citoyens des pays occidentaux.

En conséquence, **ces évolutions de l'opinion publique peuvent conduire à des conséquences pour des pays occidentaux qui sont démocratiques.** En effet, d'une part, la politique des gouvernants commence à être remis en cause. D'autre part, on observe que certains élus se font les porte-voix d'une opinion publique qui est de plus en plus lassée par ce conflit et ses conséquences. Les **changements dans l'opinion publique peuvent aussi avoir un impact sur l'aide occidentale, alors que ceux-ci soutenaient encore l'aide il y a quelques mois.** Avec les effets néfastes de la guerre et surtout la situation économique qui s'est dégradée en occident, les populations commencent à exprimer un ras-le bol concernant l'aide. Cela semble pour le moment en décalage avec les dirigeants occidentaux qui restent publiquement attachés à la cause ukrainienne et à la figure de Zelensky. Aux États-Unis, les Républicains remettent en cause cette aide massive à Kiev et voudraient que cet argent soit investi pour les familles américaines.

Du côté russe, peu de facteurs pourraient conduire à une évolution de la situation si ce n'est l'élection de Donald Trump à la Maison Blanche. En effet, Vladimir Poutine possède les capacités de maintenir son effort de guerre. Malgré certaines prévisions négatives pour la Russie, celle-ci ne va probablement pas s'effondrer dans les mois et années à venir. En effet, les différentes données : politiques, économiques ou géopolitiques semblent indiquer que la Russie est capable de tenir l'effort de guerre.

Sur le plan politique, **Vladimir Poutine semble plus fort que jamais, et il sera certainement réélu président de la Fédération de la Russie.** Pourtant, de nombreuses prévisions pouvaient indiquer une contestation sur le plan interne de la décision de Vladimir Poutine d'envahir l'Ukraine. Celles-ci

pouvaient aussi bien viser des rébellions, des désertions ou encore un décès du chef du Kremlin. À ce stade, et notamment après la mort de Prigogine, il semble que Vladimir Poutine soit le maître total de son pays et qu'il va très certainement être réélu dès le premier tour le 17 mars 2024 (un second tour aurait lieu le 7 avril 2024). Cependant, ces résultats doivent être nuancées par des récents sondages qui laissent montrer un affaiblissement du soutien de la population russe envers l'invasion de l'Ukraine. Ainsi, selon Chroniques⁹, **40% des Russes souhaiteraient le retrait des troupes d'Ukraine.**

Sur le plan économique, la **Russie a mieux résisté que prévu aux différentes sanctions infligées par la communauté internationale.** En effet, l'économie russe ne s'est contracté que de 2,1% en 2022. Les prévisions prévoient une contraction de 2,5% dans le scénario le plus défavorable selon l'OCDE ou de 0,2% selon la Banque mondiale. Le FMI prévoit de son côté que la Russie pourrait enregistrer une croissance de 0,7% en 2023 de son économie, de même que la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (Berd) qui vise 1,5% de croissance. Dans **cette dernière hypothèse, malgré les sanctions, la Russie enregistrerait une croissance supérieure à celle de la zone euro selon la Commission européenne (+0,8%).**

Sur le plan géopolitique, la **Russie semble bénéficier d'une bienveillance d'une partie du Sud Global** soit qui ne condamne pas la guerre en Ukraine soit qui soutient directement ou indirectement Vladimir Poutine. Ce soutien direct ou indirect ne signifie pas que les pays concernés soutiennent pour autant les objectifs de guerre de Vladimir Poutine mais ils peuvent avoir différents intérêts (économiques, géopolitiques) à le faire. Certains comme la Corée du Nord ou l'Iran soutiennent l'effort de guerre russe en contrepartie d'intérêt économique. Dans la même lignée, d'autres pays espèrent que la Russie affaiblira l'Occident et notamment les États-Unis en

⁹ <https://fr.euronews.com/2023/12/04/guerre-en-ukraine-le-soutien-de-la-population-russe-seffondre>

remportant le conflit. À ce titre, ces pays adoptent une position ambiguë comme la Chine.

En conséquence, pour inverser le rapport de force, il faudrait non seulement que le soutien occidental se maintienne mais surtout s'accroisse pour permettre à l'Ukraine de prendre le dessus. Il n'y a pas d'éléments qui pourraient indiquer que la Russie puisse s'effondrer toute seule sans évolution de la situation qui l'obligerait à modifier son équilibre interne et son économie de guerre.

En conclusion, soit l'Ukraine arrive à une négociation de manière contrainte : baisse du soutien occidental ou arrivée de Donald Trump à la Maison Blanche, soit il est peu probable que nous arrivions lors de l'année 2024 à une cessation des hostilités.

OPTION 4 : UN SOUTIEN OCCIDENTAL MASSIF POUR INVERSER LE COURS DU CONFLIT

Le rapport de force dans la guerre en Ukraine est en faveur de la Russie, et il apparaît difficile pour les Ukrainiens d'inverser cette tendance. Le courage et l'inventivité ukrainienne nous ont souvent surpris durant ce conflit, pourtant la réalité du terrain est bien autre. En effet, l'Ukraine dispose de moyens limités qui ne permettent de rien envisager d'autres que des coups d'éclat isolés. Cette hypothèse appelle donc à un soutien supplémentaire de l'Occident afin d'inverser le rapport de force dans ce conflit pour éventuellement permettre à Zelensky de retrouver les frontières de 1991 (en incluant donc la Crimée).

Ce cas de figure est bien évidemment le cas rêvé pour Zelensky, qui ne veut pas négocier et ne veut qu'envisager le retour de tous les territoires ukrainiens occupés (ce qui inclut la Crimée). Ce dernier ne veut entendre parler que du retour aux frontières de 1991, sans imaginer, ne serait-ce qu'un instant une quelconque négociation avec le Kremlin. Pour autant, cette option qui était celle privilégiée par le magazine Foreign Affairs en fin d'année dernière, ne nous semble pas réaliste, sans soutien supplémentaire voir massif de l'Occident.

Dans l'hypothèse où l'Ukraine arrive à renverser la vapeur et de forcer les défenses russes, alors cette situation conduirait à une réaction forte de la part de la Russie. Vladimir Poutine serait acculé, et en sentant le danger, décide de jeter toutes ses forces dans la bataille. Dans ce scénario, **l'utilisation de la bombe atomique ne serait pas à exclure et pourrait signifier une fin de non-retour aboutissant à une extension du conflit.** La Russie, notamment par le biais de Dimitri Medvedev, a souvent agité le spectre de la guerre nucléaire et de l'utilisation de la bombe atomique.

La Russie, d'abord mise à mal par les sanctions occidentales, a réussi à s'adapter en adoptant une véritable économie de guerre¹⁰. Ainsi 5% de son PIB est désormais alloué à la défense, ce qui constitue une augmentation importante depuis le début de la guerre. Le Kremlin est donc capable d'augmenter l'intensité des combats en multipliant l'usage d'armes plus mortelles dont ils disposent en quantité. Pour autant, cet effort de guerre pourrait difficilement rivaliser à un soutien massif de l'Occident.

IMPOSSIBLE SANS L'AIDE OCCIDENTALE

Une victoire ukrainienne ne sera possible que si l'Occident continue de soutenir financièrement et matériellement l'Ukraine. À la différence de la Russie qui a pu habilement convertir son économie en économie de guerre, l'Ukraine est très dépendante de l'aide occidentale et surtout américaine. Pourtant cette aide pourrait ne pas être suffisante et la fatigue occidentale, couplée à des lacunes au niveau industriel et de production, pourrait mettre à mal les ambitions ukrainiennes. De son côté, en plus d'avoir transformé son économie pour soutenir l'effort de guerre. À ce titre, Poutine est également cherché le soutien d'autres puissances comme la Corée du Nord afin de bénéficier d'une aide supplémentaire. Kim Jong-Un a offert des munitions à la Russie en échange de son soutien, et même si certains pouvaient constater que ces munitions qui n'étaient pas de première jeunesse, force est de constater que les Occidentaux ne sont pas en mesure de fournir tant de munitions à l'Ukraine qui en aurait également cruellement besoin.

Alors qu'un projet d'aide à l'Ukraine tarde à être adopté par le Congrès américain et qu'il vient à peine d'être autorisé par l'UE, les États-Unis et leurs alliés évaluent l'impact potentiellement débilisant sur la défense de l'Ukraine et ses perspectives à long terme en cas de défaite. Les inquiétudes immédiates portent sur l'impact sur l'offensive en cours de l'Ukraine dans l'Est et le Sud, où les forces ukrainiennes ont du mal à progresser

¹⁰[La Russie a renforcé son économie de guerre](#), Le Monde, 10 mars 2023.

significativement, même lorsque le soutien américain était encore présent. Plus largement, les responsables occidentaux craignent que la perte ou le retard du soutien occidental n'affecte l'aide de ses alliés. Si les États-Unis cessent de fournir un soutien, beaucoup craignent que les nations européennes ne puissent pas se substituer aux Américains et les suivent en cessant l'aide.

Les agences de renseignement occidentales calculent actuellement combien de temps l'Ukraine pourrait résister sans l'aide des États-Unis et de l'OTAN. Un haut responsable militaire américain estime que cela pourrait être de plusieurs mois, avec un scénario catastrophe de recul important, voire de défaite d'ici l'été. Les forces ukrainiennes rationnent déjà les munitions, et sans une aide supplémentaire des États-Unis et une aide plus importante de l'Europe, les responsables occidentaux estiment que l'Ukraine épuiserait d'abord ses missiles à longue portée, puis ses missiles de défense aérienne, son artillerie, et enfin ses missiles antichars Javelin et antiaériens Stinger. Les conséquences d'une défaite ukrainienne suscitent de profondes craintes parmi les alliés européens des États-Unis. Mais sans cette aide précieuse, nous pouvons nous attendre au pire et que tout renversement du rapport de force ou négociation soit impossible.

UNE AIDE OCCIDENTALE ACCENTUEE EST NECESSAIRE

Plus que de maintenir l'aide occidentale, **Kiev aurait besoin qu'elle soit démultipliée par ses soutiens pour renverser durablement le rapport de force qui s'est installé dans cette guerre. Il s'agit d'une condition sine qua non pour un retour aux frontières de 1991.** En effet, la Russie reste maîtresse des airs et l'Ukraine aura rapidement besoin de s'acclimater aux F-16 qui vont lui être envoyé, ils auront aussi besoin de davantage d'armes et matériels lourds pour continuer le combat. Mais cette générosité occidentale interroge et on peut se demander si elle durera éternellement. Comme déjà dit les Occidentaux peuvent se tourner vers d'autres régions ou avoir d'autres priorités, comme l'amélioration de la situation socio-économique. Des élections dans les mois à venir comme celle des États-Unis

pourraient remettre en cause cette aide. On se souvient de la déclaration de l'ancien Secrétaire d'État à la Défense britannique Ben Wallace qui a déclaré à Zelensky lors du dernier sommet de l'OTAN que « l'Occident n'est pas Amazon ». La Pologne également, pourtant un des premiers soutiens de l'Ukraine et qui servait de moyen d'acheminement des armes et véhicules qui transitaient par son territoire a déclaré ne plus vouloir envoyer d'armes à l'avenir.

Pour que l'offensive ukrainienne porte ses fruits il est nécessaire que l'aide occidentale soit maintenue et amplifiée. Faute de moyens conséquents, l'Ukraine ne sera pas en mesure de soutenir les assauts russes et toute offensive sera vouée à l'échec car la Russie a bien préparé sa défense après la débâcle des premiers mois. Cette aide, qui est vitale, ne semble pas pouvoir s'accroître après les problèmes rencontrés au Congrès américain ou à Bruxelles. De plus, les munitions promises par l'Europe n'arrivent pas jusqu'en Ukraine (**sur les 2,3 millions utilisés en 2023, seules 30 000 sont d'origine européenne**).

Pour que ce soutien se concrétise il faut :

- Que davantage d'aide soit votée
- Que les Européens soient en mesure de soutenir l'Ukraine en fournissant des armes de bonne qualité et non endommagées. Cela implique une relance de l'appareil industriel de défense
- Que les Occidentaux soient en mesure d'aider l'Ukraine à produire et à passer en économie de guerre

En raison du rapport de force actuel et du besoin d'aide, le soutien occidental à la défense de l'Ukraine contre l'invasion russe est crucial. Cependant, la pression sur les ressources, tant sur le plan politique que financier, soulève la nécessité d'une approche plus durable. Pour assurer une durabilité dans le soutien militaire à l'Ukraine, l'Occident devrait étendre sa production d'armes et investir dans les capacités militaro-industrielles de l'Ukraine. Trois domaines critiques de soutien sont l'artillerie, les armes à

longue portée et les drones. Des efforts collaboratifs avec le fabricant militaire d'État ukrainien, Ukroboronprom¹¹, peuvent renforcer l'autosuffisance de l'Ukraine et contribuer à la sécurité à long terme de l'Europe.

CELA IMPLIQUE UN CHANGEMENT DE REGIME EN RUSSIE

Sans renversement du pouvoir, un petit peu comme en 1917 après la révolution russe qui a conduit au traité de Brest-Litovsk et au retrait russe de la Première guerre mondiale, il semble peu probable qu'une reddition russe intégrale ne soit possible. Il est difficile d'imaginer Poutine inquiété et renversé depuis l'intérieur, encore plus depuis les événements de cette année. L'opposition à la guerre et à sa stratégie est pour le moins marginale et contenue en Russie et Poutine se dirige vers une réélection en 2024. Si bouleversement il y a en Russie, il ne viendra pas de Moscou selon nous mais plutôt des minorités ethniques qui pourraient entraîner une situation de désordre en Russie. Il se produirait alors ce que nous avons pu observer après la révolution russe de 1917, avec des régions faisant sécession et un gouvernement qui cherche à reprendre ces territoires, préférant cela à tout agrandissement extérieur et à la guerre.

Alors que certaines prédictions voyaient un renversement du régime russe comme probable, ces scénarios sont désormais peu probables. En effet, ils citaient notamment les noms de Ramzan Kadyrov ou d'Evguenii Prigojine comme étant les deux personnages étant capable de tenir tête à Poutine. Ce dernier a bien tenté de renverser Poutine, mais a échoué dans sa tentative. Kadyrov n'a pas vraiment intérêt à défier Poutine tant il bénéficie de ses largesses. En effet, le maître du Kremlin lui laisse beaucoup de liberté en Tchétchénie et depuis le début de la guerre il s'est d'avantage enrichi grâce à ses miliciens qui combattent sur le front en Ukraine (ce qui est

¹¹ <https://ecfr.eu/article/the-art-of-defence-why-the-west-should-help-ukraine-grow-its-military-industry/>

encore plus vrai depuis la mutinerie ratée de Prigojine). Poutine se sert aussi de lui et le met en avant dans ses pourparlers avec les pays musulmans et la guerre entre Israël et le Hamas a accentué ce besoin de mettre Kadyrov en avant alors que les relations avec les pays musulmans sont capitales pour couper l'herbe sous le pied des Américains au Moyen-Orient. Ainsi Kadyrov n'a aucun intérêt à défier le maître du Kremlin, qui est d'autant mieux installé depuis quelques mois car il a repris le contrôle sur la Russie avec entre autres une « purge » après la mutinerie de Prigojine qui a vu par exemple le général Armageddon mis derrière les barreaux.

Ainsi, les hypothèses de bouleversement en Russie proviendraient davantage des minorités ethniques qui pourraient entraîner une situation de désordre en Russie. Il se produirait alors ce que nous avons pu observer après la révolution russe de 1917, avec des régions faisant sécession et un gouvernement qui cherche à reprendre ces territoires, préférant cela à tout agrandissement extérieur et à la guerre. Nul besoin de revenir sur les événements du début du siècle, qui ont vu certains peuples caucasiens, finlandais ou baltes se soulever. Pour notre démonstration, il est plus utile de se baser sur ce qui se passe actuellement en Russie et sur les mouvements indépendantistes qui pourraient détourner l'attention du Kremlin.

La Russie est le pays le plus étendu au monde, ce n'est donc pas étonnant d'y trouver de nombreux peuples qui ont des ambitions indépendantistes. Ces ethnies minoritaires se sentent opprimées par Moscou, alors que ce sont les premières concernées par la conscription décrétée par Poutine l'année dernière. On peut citer les Tatars de Crimée qui représentent la majorité des conscrits de la république de Crimée. Devant cette diversité, la Russie a été obligée de décréter la création de républiques au sein de la fédération pour leur donner certaines libertés. Ainsi, le pays compte 22 républiques et c'est par ce biais que les problèmes pourraient surgir.

Pour commencer, on peut parler des Républiques caucasiennes qui pourraient encore faire parler d'elles dans un futur proche même si le

contrôle du Kremlin sur ces Républiques est bien plus fort que par le passé. Un embrasement au Moyen-Orient pourrait donner des idées à ces populations musulmanes qui n'ont jamais vraiment accepté l'influence de Moscou.

Un cas intéressant est celui de la République de Touva qui est frontalière de la Mongolie. Les Touvans qui sont turcophones ont déjà déclaré leur indépendance par le passé avec la République de Tannou-Touva entre 1921 et 1944. Faisant partie historiquement de la Mongolie extérieure, ce territoire pourrait rejoindre la Mongolie ou même la Chine si elle décidait à ré-annexer ce pays. Le mouvement indépendantiste est plus fort depuis l'éclatement de la guerre.

Enfin d'autres hypothèses sont possibles. Dans la même veine, on peut citer les républiques de l'Altaï, de Khakassie et de Bouriatie. Un autre cas intéressant est la République de Sakha dans le Grand-Est russe. Ce territoire aride et froid constitue la plus grande république russe. Son peuple est aussi turcophone et vit dans une situation économique laissant à désirer, ne servant qu'à l'exploitation des ressources naturelles et à grossir les rangs de l'armée russe. Le Bachkirie est une autre république russe où le mouvement indépendantiste est fort. L'exemple de la République Populaire de l'Oural pourrait également laisser songeur. Les minorités ethniques comme les Kazakhes ou les Ouzbeks sont susceptibles de retrouver leurs velléités indépendantistes ou autonomistes.

Ces minorités partagent une situation socio-économique préoccupante, une exploitation démesurée de leurs ressources et surtout le sentiment d'être reléguées au second plan par Moscou. Nous avons parlé de la conscription qui touche avant tout les minorités, mais on peut parler du manque de libertés et de démocratie. Si une autonomie existe dans les faits avec des prérogatives pour les Républiques, le contrôle du Kremlin reste fort et aucun gouverneur ne peut être élu sans l'aval de Poutine.

L'option 4 consistant à une victoire de l'Ukraine et à un retour des frontières de 1991 est un scénario peu probable puisqu'elle nécessite l'accomplissement de deux conditions : un soutien occidental massif et un effondrement de la Russie. En effet, l'aide occidentale a davantage de probabilité de subir des difficultés plutôt que de s'accroître. Tandis que le régime russe apparaît consolidé avec l'échec de la rébellion de Prigogine ainsi que la réélection annoncée de Vladimir Poutine. Pourtant, les événements se sont enchainés avec une certaine vitesse dans ce conflit et rien n'est pas exclure.

CONCLUSION

La guerre en Ukraine arrive à ses deux années de conflit. Depuis deux ans, la Russie occupe environ 18% du territoire ukrainien, soit une surface supérieure à celle de la Bulgarie ou du Portugal, une situation inédite depuis la Seconde guerre mondiale. Cette guerre qui dure signe le retour du tragique de l'Histoire sur le Vieux-continent. Malgré un soutien occidental tout au long de l'année 2023, l'Ukraine semble condamnée à perdre sans soutien occidental supplémentaire alors que l'Occident tend plutôt vers un effritement de son soutien.

Après deux ans de conflit, cette guerre a clairement évolué sur une guerre de position sur le modèle de ce qui s'est passé en Corée. À l'heure actuelle, il s'agit de l'hypothèse la plus probable (option 1) au moins pour l'année 2024 dans la mesure où le rapport de force militaire ne devrait pas évoluer, sans soutien supplémentaire de la part de l'Occident. Ainsi, Vladimir Poutine pourrait en profiter pour consolider ses gains territoriaux et même les élargir légèrement. Il est probable que les Russes se contentent du statu quo en se limitant à grappiller du terrain sans pour autant porter un assaut majeur.

Toutefois, il ne faut pas exclure que Vladimir Poutine profite de la situation et de l'affaiblissement du soutien occidental pour élargir ses conquêtes territoriales voir même d'accomplir les objectifs fixés au moment du déclenchement de l'opération spéciale à savoir la dénazification et la démilitarisation de l'Ukraine (option 2). Cela supposerait de renverser le régime de Zelensky ainsi que de neutraliser ou « finlandiser » l'Ukraine. Il s'agit de la deuxième option la plus probable à ce stade mais pas forcément à court terme dans la mesure où le soutien occidental reste encore important tout comme la volonté de résistance des Ukrainiens.

De plus, les autres possibilités ne sont pas probables sans l'arrivée d'événements extérieurs à savoir une négociation (option 3) ou la reconquête des Ukrainiens pour revenir aux frontières de 1991 (option 4). La

première possibilité nécessiterait un événement extérieur ou un effondrement interne de l'un des deux camps, dans la mesure où aucune des deux parties ne souhaite actuellement négocier une cessation des hostilités. Cela pourrait arriver si l'un ou les deux partis considéraient qu'il est plus rentable de stopper le conflit plutôt que de le poursuivre, ce qui n'est pas le cas même deux ans après le début du conflit. La seconde possibilité est conditionnée à une aide massive de l'Occident afin d'inverser un rapport de force favorable à la Russie. Cela apparaît peu probable à court terme au regard de la situation économique et d'une situation politique tendue notamment aux États-Unis.

Enfin, il est probable que la troisième année de conflit soit dans la même lignée que les deux précédentes dans la mesure où aucune des deux parties ne peut véritablement prendre un avantage décisif sur l'autre au point de l'obliger à capituler. La guerre en Ukraine ressemble de plus en plus à la guerre de Corée et semble parti pour durer.

Par **Pierre Clairé**, Directeur adjoint des études du Millénaire et spécialiste des questions internationales et européennes

William Thay, président du Millénaire

Crédit photo :

[Volodymyr Zelensky](#), via Wikimedia sous licence [Creative Commons Public Domain Mark](#)

[Vladimir Poutine](#), via Wikimedia, sous licence [CC BY 4.0 DEED](#)



Le Millénaire est un groupe de réflexion spécialisé sur les questions de politiques publiques. Il est composé d'une centaine de contributeurs de divers horizons — cadres du privé, du public, chercheurs, chefs d'entreprises — et chacun expert dans son domaine.

Président : William THAY

Secrétaire générale : Marion PARISET

Vice-présidents: Gilles BÖSINGER et Olivier BODO

Directeur des études : Clement PERRIN

Directeurs adjoints des études: Pierre CLAIRE et Matthieu HOCQUE

Communication : communication@lemillenaire.org

Presse : presse@lemillenaire.org

Et pour suivre toutes les actualités du Millénaire :

<http://lemillenaire.org>



***Mentions légales :** L'ensemble de ce rapport relève de la législation française et internationale sur le droit d'auteur et de la propriété intellectuelle. Tous les droits de la reproduction sont réservés à l'association « Le Millénaire », la reproduction de tout ou partie de ce rapport sur quelque support que ce soit est formellement interdite sauf autorisation expresse du Président de l'association.*